

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Ingrid-B-entre-fraude-mediatique-et-lachete-politique>

Ingrid B, entre fraude médiatique et lâcheté politique

- Empire et Résistance - Bataille pour l'information -

Date de mise en ligne : mardi 25 février 2020

Description :

Ingrid B, entre fraude médiatique et lâcheté politique. Comme la France l'adulait médiatiquement, presque toujours de façon fausse et extravagante, elle devint un précieux trophée pour les FARC...Hernando Calvo Ospina

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

« | »

Le 23/février 2002, le président colombien Andres Pastrana annonça la rupture des négociations de paix avec la guérilla des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie, FARC. Pour réaffirmer l' « /autorité de l'État/ », il décida d'aller jusqu'à San Vicente del Caguán, où les dialogues avaient été menés pendant plus de deux ans. Il ferait en avion les cent cinquante kilomètres à parcourir depuis la ville de Florencia au sud du pays. Plusieurs journalistes étaient invités.

Une candidate à la présidence, quasiment inconnue, voulait faire partie du spectacle. Allant d'un responsable de la suite présidentielle à un autre, elle en exigeait le droit. Devant leur refus catégorique, elle criait, insultait même et menaçait. Une équipe de journalistes français qui l'accompagnaient hallucinaient devant son attitude, qu'elle ne se serait jamais autorisée en France dans une situation identique.

► « Elle se croit mieux que nous les Colombiens de pure souche parce qu'elle est aussi française, qu'elle écrit mieux en français qu'en espagnol et parce que là-bas, il paraît qu'elle a des amis et des petits amis qui ont du pouvoir », dit une femme brune, officier de l'armée, tout en la regardant avec mépris.

Dans les sondages, elle atteignait seulement 0,6/% des intentions de vote. Elle fait campagne à Bogotá en distribuant des préservatifs pour « /se protéger de la corruption/ », et du viagra « /pour relever le pays/ ».

Devant le tapage de la dame, le président déclara qu'en pleine bataille électorale, il ne pouvait privilégier aucun candidat, même si c'était une femme. Certaines des personnes se trouvant à côté de Pastrana l'entendirent aussi grommeler quelque chose de ce genre à la sulfureuse politicienne :

Tu te rappelles tout ce que tu dis de moi depuis cette nuit-là ? Alors si tu veux aller à Caguán, vas-y par tes propres moyens !

C'est ainsi qu'Ingrid Betancourt dut se déplacer dans un véhicule d'emprunt. Elle ne put emmener avec elle les gardes du corps qu'on lui avait assignés du fait qu'elle était candidate à la présidentielle. On les lui retira pour une raison très simple : on ne pouvait leur faire courir un si gros risque juste pour satisfaire les caprices de la candidate.

Ce n'était pas pour exiger publiquement du gouvernement qu'il reprenne les négociations et en termine ainsi avec la guerre, qu'elle désirait aller dans le Caguán. Non, tous savaient que son unique but était d'attirer les regards pour promouvoir sa déplorable campagne. En outre, elle montrerait ainsi à ses compatriotes français qui l'accompagnaient à qui ils avaient affaire.

La politicienne plaça sur la voiture des panneaux avec son nom, et d'autres, avec l'inscription « /Presse internationale/ ». Elle pensait qu'ainsi la guérilla, en état d'alerte maximum et déployée sur toute cette immense zone, lui déroulerait le tapis rouge dès qu'elle la reconnaîtrait.

Quelques kilomètres plus loin, un barrage mili-taire voulut leur interdire de continuer le voyage. Sans la moindre amabilité, elle dit aux soldats qu'elle était Ingrid Betancourt et que la guérilla n'oserait pas toucher un seul de ses cheveux. L'officier lui fit signer un document dans lequel elle prenait la responsabilité de ce qui lui arriverait à partir de ce moment.

Le groupe continua son chemin. A peine quelques minutes plus tard, ils rencontrèrent une colonne des FARC. Les combattants leur demandèrent affable-ment d'attendre pendant qu'ils vérifiaient leurs noms. Comme le temps passait, Ingrid décida d'impressionner ces hommes et femmes d'ascendance paysanne, mais qui appartenaient à un commando de Forces Spéciales, en donnant ses prénom et nom de famille.

Sans sourciller, le commandant du groupe prit le transmetteur et entra en communication avec son supérieur. Peu après, on lui indiqua de la retenir en otage avec son assistante et amie intime, Clara Rojas. Les autres personnes furent remises en liberté quelques heures plus tard.

On dit qu'elle vit dans cette détention l'aubaine publicitaire de sa vie électorale, pensant qu'ils la laisseraient partir quelques jours après. Tout s'écroula pour elle quand on lui annonça qu'elle ferait partie du groupe de personnes séquestrées, qui serait échangé avec des guérilleros emprisonnés et malades. Alors, elle se remit

crier, trépigner, insulter et jusqu'à menacer de faire s'abattre sur eux toute la puissance militaire française.

Madame, cela fait plus de quarante ans que nous affrontons les gringos, alors ce ne sont pas les Français qui vont nous faire peur, lui dit le chef du commando. Avant d'ajouter :

- ▶ Cessez de brailler, vous restez ici parce que vous faites partie de l'oligarchie de ce pays. Un point c'est tout !

Quand la nouvelle circula, cela importa peu à l'immense majorité des Colombiens. En revanche, certains s'en réjouirent presque, tant il était rare qu'une personne issue de la bourgeoisie soit touchée dans sa propre chair par la longue guerre civile.

Mais en France, ses amis politiques et intimes se jetèrent dans une émouvante campagne médiatique, qui convertit la dame Betancourt en « /affaire d'État/ ». Et comme la France l'adulait médiatiquement, presque toujours de façon fausse et extravagante, elle devint un précieux trophée pour les FARC. La guérilla n'allait donc pas la laisser partir facilement.

La campagne « /humanitaire/ » lancée par la France fut utilisée par les gouvernements de Colombie et des États-Unis pour entreprendre une attaque mili-taire sans précédent, au cours de laquelle la majorité des morts furent des civils, régulièrement loin des fronts guérilleros, loin du lieu où se trouvait Ingrid Betancourt [...]

« VI »

Les bombardements contre les campements des FARC étaient massifs. Les forces spéciales de la sécurité colombienne, conseillées par des Etasuniens, des Israéliens et des Britanniques harcelaient les forces de la guérilla. La technologie d'espionnage la plus avancée était partout, suivant la moindre trace douteuse aussi bien en Colombie qu'à l'extérieur. Des satellites et des avions scrutaient les forêts colombiennes. Les lieux où l'on pensait que pourraient passer les chefs guérilleros étaient surveillés au centimètre près : on adapta des mini caméras sur des insectes de grande taille qu'on lâcha à des points clés des immenses forêts. Des soldats furent infiltrés avec pour tâche de rester postés dans les arbres, solitaires, plusieurs jours durant, se nourrissant de comprimés. Peut- être qu'un jour passerait par là l'un de ceux qui étaient avidement recherchés.

- ▶ à l'étranger, le nombre des agents des services secrets fut multiplié ;
- ▶ dans les ambassades et les consulats, on soumit au chantage des centaines de Colombiens qui avaient besoin de papiers, en les obligeant à dénoncer les compatriotes qui s'exprimeraient contre le gouvernement ;
- ▶ des narco-paramilitaires furent dépêchés dans plusieurs pays dont l'Espagne, la France, la Belgique, l'Angleterre, l'Argentine, le Brésil, pour assassiner, si nécessaire, des réfugiés et des activistes politiques de gauche.
- ▶

La CIA étasunienne, le MOSSAD israélien et plusieurs agences d'espionnage européennes travaillèrent en étroite collaboration.

Sous prétexte de localiser madame Ingrid Betancourt, se mit en place un réseau politique, militaire et technologique comme il en exista peu dans le monde des guerres non conventionnelles. La vérité non dite, c'est que seule une infime partie de tout cela servit

localiser et à libérer l'otage. Le principal objectif était d'en finir avec l'opposition au narco-Etat colombien qu'elle soit politique, légale ou armée.

Telle était la situation lorsque nous nous réunîmes, Ignacio Ramonet, alors directeur du *Monde Diplomatique*, et Maurice Lemoine, rédacteur en chef du mensuel. Ignacio mit toute sa confiance dans le projet. Les FARC plaçaient toute leur confiance en nous. Maurice irait en Colombie pour rencontrer Raul Reyes, chef guérillero qui coordonnait les négociations de libération d'Ingrid Betancourt. Nous trois seulement serions au courant.

A la date décidée, le reporter partit pour l'Équateur. De là, il devait entrer en Colombie. De mon côté, je retrouvai Ignacio à Caracas où nous participions à un événement international.

Chaque fois que nous nous croisions, au lieu d'évoquer le sujet de notre présence, nous nous échangeons quelques mots inquiets car aucune nouvelle de Maurice n'arrivait. Je me rappelle l'air soulagé d'Ignacio lorsque je lui dis simplement et naturellement/dans l'ascenseur :

► Il est de nouveau à Quito.

Maurice fit non seulement un excellent reportage, qui fut repris et commenté dans de nombreux médias internationaux, mais il rapporta aussi un message à la famille d'Ingrid : Reyes lui assurait qu'elle était en bonne santé et sous bonne protection [...]

« VIII »

En mars/2008, j'avais rencontré deux fois Astrid Betancourt, la soeur d'Ingrid, dans des cafés parisiens. Elle avait l'air inquiète. Elle me raconta que sa mère, Yolanda Pulecio, était très angoissée, tout comme elle et ses neveux.

La campagne pour la libération d'Ingrid fonctionnait, extrêmement bien huilée. L'argent jaillissait à flots et sans contrôle. Sur la façade de l'hôtel de ville de Paris, une immense photo fut apposée, où l'on voyait Ingrid assise sur un banc en bois de la forêt, ses longs cheveux lui retombant sur la poitrine. Son visage laissait présager un très proche adieu à ce monde.

Incités par les médias, principalement français et étasuniens, des millions de voix s'élevaient pour exiger des FARC sa libération immédiate.

Astrid me raconta que les envoyés du président Sarkozy avaient perdu le contact avec les FARC, au moment même où la santé de sa soeur était dans un état grave, très grave. Elle avait besoin de vitamines et d'autres médicaments urgents et elles ne savaient comment les lui faire parvenir. Si je connaissais un moyen, elle et sa famille me remercieraient du fond du coeur et auraient une dette envers moi.

En d'autres mots, elle disait sans le dire que la vie d'Ingrid Betancourt était entre mes mains. Que j'étais l'ultime espoir. Le dernier verre d'eau dans le désert. Je l'écoutais très attentivement mais je la croyais peu, même si je sentais une grande préoccupation sur son visage et dans ses paroles.

Je pensai qu'il s'agissait d'un piège. Qu'elle, en toute innocence, était utilisée par les services de police pour savoir jusqu'à quel point j'avais des contacts avec les rebelles. Même si cela aurait été un peu idiot puisque mes relations avec les dirigeants des guérillas colombiennes, et pas seulement des FARC, étaient connues, du fait de mon travail de journaliste.

Je lui proposai de nous voir avec sa mère. Quelques jours après nous nous rencontrâmes dans le luxueux hôtel Lutetia de Paris. À cette occasion, je répétais ce que j'avais déjà dit à Astrid : cette photo était très étrange. Si Ingrid avait vraiment été malade, la guérilla n'aurait pas montré cette photo.

Quand elles me reparlèrent des médicaments, je suggérai à la mère de les apporter à Caracas quelques jours plus tard. J'essaierais de faire quelque chose pour qu'ils parviennent à Ingrid, mais je ne lui promis de rien.

Malgré les fleuves d'argent sur lesquels naviguait la campagne, il ne me vint pas à l'idée de leur demander la moitié d'un centavo pour ce service. Et malgré mes maigres économies, c'est moi qui payai les consommations pour nous trois.

Quelques jours plus tard, début avril, je rencontrai la mère d'Ingrid à l'Hôtel Alba de Caracas. J'étais là pour participer à la rencontre d'intellectuels pour la paix et la souveraineté en Amérique Latine. Elle fut surprise de me voir. Cela faisait trois jours qu'elle déambulait dans l'ancien Hilton, attendant que quelqu'un la contacte pour les médicaments. Elle était désespérée. Bien qu'elle n'eût rencontré aucune haute autorité du gouvernement, on lui avait quand même assigné deux gardes du corps.

Cette nuit là, en cachette de ses anges gardiens, elle se rendit dans ma chambre. Je l'écoutai plusieurs heures durant. Elle me parla beaucoup de ses filles.

Elle insistait régulièrement auprès de moi à propos des médicaments. Elle m'assurait, me jurait, que si j'aidais à les lui faire parvenir, elle n'aurait pas assez de sa vie pour me le revaloir. Qu'elle, ses filles et ses petits-enfants, auraient une dette envers moi pour le restant de leur vie. Ses larmes en furent les témoins muets.

Je ne me souviens plus quelle source me l'a assuré, mais aujourd'hui je peux dire que l'un de ceux qui s'est chargé d'acheminer les médicaments était l'actuel président du Venezuela, Nicolás Maduro. La France le remercia par les très discrètes voies diplomatiques.

« IX »

Le 2/juillet 2008, Ingrid Betancourt fut libérée, ainsi que trois militaires étasuniens. Le président colombien n'informa Sarkozy, son homologue français, qu'au moment où l'avion qui la transportait allait arriver à Bogotá. Ce dernier explosa de colère, blessé dans son orgueil de ne pas avoir été mis au courant de l'opération finale qui l'avait fait sortir de la jungle, alors qu'il connaissait toute l'intrigue en détail.

Une opération de sauvetage qui ne s'est pas déroulée comme elle a été racontée, répétée et louée jusqu'à

épuisement aux quatre coins du monde. À aucun moment il n'y eut d'héroïsme de la part des troupes colombiennes et étasuniennes, et encore moins de grand travail de renseignement : ce fut le résultat d'une simple transaction.

Le groupe de prisonniers fut remis par Gerardo Antonio Aguilar Ramírez, alias *César*, chef du premier Front des FARC chargé de leur surveillance. Il avait proposé de les échanger contre une grosse somme de dollars et une vie paisible en France, ce qui fut accepté par Paris, Washington et Bogotá. Les pourparlers et le déroulement de l'opération se firent grâce à la médiation de son épouse, détenue dans une prison colombienne.

Les militaires qui allèrent « /sauver/ » Ingrid et les autres otages n'étaient pas au courant de ce troc, c'est pourquoi ils menottèrent et maltraitèrent « /César/ » et son bras droit. Le 16/juillet 2009, l'ex-chef guérillero fut extradé aux États-Unis et rapidement condamné à vingt-sept ans de prison pour trafic de cocaïne. Curieusement, il ne fut pas jugé pour l'enlèvement ni la séquestration des trois citoyens étasuniens. Son épouse fut également extradée, accusée d'acquisition de matériel électronique pour la guérilla...

Ce furent les deux seuls Colombiens à être extradés, pourtant la liste était longue. On les vit à Bogotá, visages tranquilles et même souriants tandis qu'on les conduisait, menottés, vers l'avion qui les emmenait aux États-Unis.

Par la suite, bizarrement, tous deux disparurent complètement du paysage, et même de la liste du système fédéral des prisons des États-Unis (PACER). On n'a plus jamais entendu parler d'eux.

Dès que les caméras s'éteignirent, Ingrid se changea et fit le voyage jusqu'à Paris. La Colombie, ce pays qu'elle s'était proposé de libérer de tous les maux pendant sa campagne pour la présidence, pouvait attendre. Les examens médicaux complets auxquels elle fut soumise en France ne détectèrent pas le moindre parasite.

Entre les cocktails, les récompenses et les luxueux cadeaux, elle se rappela que des milliers de bénévoles avaient travaillé dur à la campagne pour sa libération. Elle les réunit. Toutes et tous étaient pleins d'enthousiasme, leur héroïne se trouvait parmi eux. Mais cela ne dura pas longtemps. La cérémonie fut brève, et ce qu'on put en retenir fut qu'elle leur « /interdisait/ » de continuer à utiliser son nom. Le mythe s'écroula rapidement face à la réalité de la femme qu'elle était/et que ses défenseurs découvraient : arrogante, ambitieuse et mégalomane.

Parce qu'il avait oeuvré pour sa libération, le président Chávez se vit presque acculé à une guerre avec la Colombie, car cela dérangeait les dirigeants à Bogotá et à Washington que les FARC aient toujours eu l'intention de lui remettre la célèbre otage. La guérilla avait essayé à plusieurs reprises, mais à chaque fois des opérations militaires rendaient l'échange dangereux.

Les provocations contre le Venezuela depuis le pays voisin furent nombreuses pendant cette période. La France, principale intéressée par la libération d'Ingrid, se montra extrêmement prudente.

Ce pays avait organisé en faveur d'Ingrid la grande campagne médiatique dont voulurent se servir Sarkozy et d'autres hommes politiques. Alors que Chávez, lui, prenait des risques pour sa libération, presque au prix de la paix de son peuple.

Démontrant à nouveau qui elle était, Ingrid Betancourt laissa passer six mois après sa libération, le 8/décembre 2008, pour se rendre à Caracas remercier le président Chávez et les Vénézuéliens.

A ce moment-là, elle était déjà fatiguée des réceptions, restaurants, discothèques, plages et soirées avec la *Jet-set*.

« X »

Le 22/septembre 2011, le ministère de l'Intérieur français m'annonça qu'il me refusait la nationalité. Motifs : proche de la révolution cubaine ; proche de la guérilla des FARC, même si c'était en tant que journaliste (sic) ; et je figurais sur la liste des personnes représentant un danger pour la sécurité des États-Unis.

J'ai rejeté cette décision devant les tribunaux. On me donna raison une première fois. Le Ministère ne s'avoua pas vaincu et contre-attaqua. Un second tribunal statua en sa faveur.

Des milliers de Français, ouvriers, femmes au foyer ou grandes personnalités signèrent un appel au gouvernement du président Hollande en demandant que me soit accordée la nationalité car mon parcours de journaliste et d'écrivain m'en rendait digne.

Même si je n'étais pas à l'origine de cet appel, je me souvins des paroles de la famille d'Ingrid Betancourt, quand elle était prétendument au seuil de la mort et qu'elle avait besoin que les médicaments lui parviennent.

Alors j'écrivis à Astrid pour lui proposer de signer la pétition. Voici sa réponse :

« /Cher Hernando,

Je te remercie d'avoir pensé à nous, ainsi que de la confiance dont tu témoignes en nous envoyant ces documents se rapportant à ton cas. Je sais bien que cela n'est pas facile de faire ce genre de requête.

Je dois te dire qu'il ne m'est pas facile non plus de ne pouvoir accéder à ta demande, mais te connaissant, je sais que tu vas comprendre.

Nous avons été trop exposées publiquement Maman et moi, et cela a encore maintenant des conséquences dans nos vies et dans celles de mes enfants.

C'est pour cette raison qu'en tant que maman, je me suis engagée auprès de mes enfants à ce que jamais plus - à partir de la libération de ma soeur - je n'aurai de prise de position liée de manière directe ou indirecte au sujet, qui pourrait impliquer de nous exposer publiquement, et il en a été ainsi.

Je regrette beaucoup - vraiment - de ne pouvoir t'aider en cela. »

La vie est faite de coïncidences. Fin 2017, en rangeant mes papiers, je suis retombé sur cette lettre. J'étais juste en train de la relire lorsque quelqu'un m'appela pour me donner rendez-vous. Quelques heures plus tard, j'avais sous les yeux une information très intéressante : un document non public de la Croix rouge internationale disait que « / César/ » et son épouse résidaient en France sous une autre identité.

Mon interlocuteur m'assura qu'Ingrid Betancourt avait demandé qu'on respecte le pacte. Parfois la trahison paye.

Je me rappelai qu'à La/Havane, durant les négociations des FARC avec le gouvernement, l'un des commandants de la guérilla m'avait confié qu'à la demande des futurs « /libérateurs/ », on avait pris dans le campement de « /César/ » la fameuse photo d'Ingrid assise sur un banc, avec l'expression de celle qui n'attend plus que la mort. C'était une pose mise en scène, tout comme le besoin de médicaments pour lesquels j'avais vu sa mère verser tant de larmes.

Hernando Calvo Ospina*

*Ces textes sont extraits d'une des 39 histoires composant le livre « No Fly list et autres contes exotiques », d'Hernando Calvo Ospina. Editions Bruno Leprince, Paris, 2019.

* **Hernando Calvo Ospina** Écrivain, journaliste colombien résidant en France. Collaborateur de « Le Monde Diplomatique » et de « El Correo de la Diaspora Latinoamericana ». Consulter sa page [Hernando Calvo Ospina](#).

[El Correo de la diaspora Latinoamericana](#). Paris, le 25 février 2020